

RCS : PARIS Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1980 B 05712 Numéro SIREN : 319 427 316 Nom ou dénomination : SANDRO ANDY

Ce dépôt a été enregistré le 01/07/2022 sous le numéro de dépôt 74931



KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

Sandro Andy S.A.S.

***Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels***

Exercice clos le 31 décembre 2021
Sandro Andy S.A.S.
150, boulevard Haussmann - 75008 Paris
Ce rapport contient 33 pages

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Limited, une société de droit anglais
(« private company limited by guarantee »).

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles et du Centre

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

Sandro Andy S.A.S.

Siège social : 150, boulevard Haussmann - 75008 Paris
Capital social : €.279 344

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'attention de l'Associée unique de la société Sandro Andy S.A.S.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Sandro Andy S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les droits au bail et les fonds de commerce, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2021 s'établit à 18 797 856 euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur de marché selon les modalités décrites dans la note « Immobilisations incorporelles » de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation ainsi que la cohérence des hypothèses retenues. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 21 avril 2022

KPMG S.A.



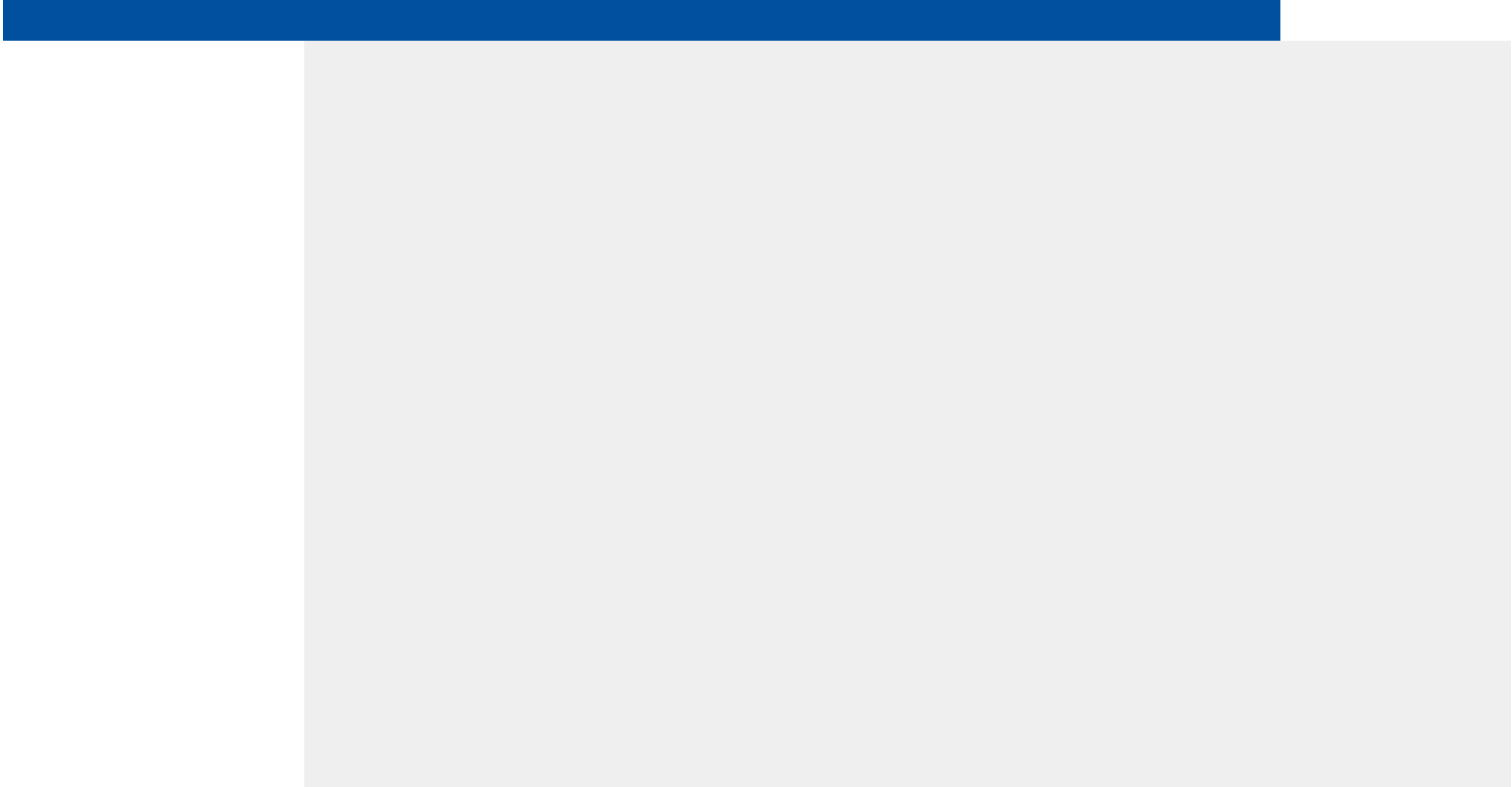
Valéry Foussé
Associé

SANDRO ANDY S.A.S.

150 Boulevard HAUSSMANN

75008 PARIS 8E ARRONDISSEMENT

Comptes au 31/12/2021



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Règles et méthodes comptables	8
Faits caractéristiques	13
Immobilisations	15
Amortissements	16
Provisions et dépréciations	17
Créances et dettes	18
Charges à payer	19
Charges et produits constatés d'avance	20
Produits à recevoir	21
Capital social - capitaux propres	22
Engagements financiers donnés et reçus	23
Effectif moyen	24
Filiales et participations	25
Opérations liées 2021	26
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	27

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	319 290	143 135	176 155	1 903
Concessions, brevets et droits similaires	2 003 298	1 574 389	428 909	563 327
Fonds commercial	23 214 456	4 416 600	18 797 856	22 080 297
Autres immobilisations incorporelles	-10 602		-10 602	26 714
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	378 136	377 763	373	1 015
Autres immobilisations corporelles	45 526 839	36 448 756	9 078 083	8 685 459
Immobilisations en cours	2 398 142		2 398 142	1 763 945
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	3 769 302		3 769 302	3 834 495
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 662 230		1 662 230	1 812 298
ACTIF IMMOBILISE	79 261 090	42 960 643	36 300 447	38 769 454
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	17 910 666	5 588 650	12 322 016	14 563 494
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	40 436 205	2 051 153	38 385 052	40 981 963
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 011 365		1 011 365	2 336 715
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	87 756 296	33 023	87 723 273	55 639 940
Autres créances	22 558 108		22 558 108	43 546 821
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	8 407 471		8 407 471	2 912 003
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 109 639		1 109 639	527 874
ACTIF CIRCULANT	179 189 749	7 672 826	171 516 923	160 508 811
Frais d'émission d'emprunts à étaler	149 714		149 714	140 000
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	646 783		646 783	63 931
TOTAL GENERAL	259 247 336	50 633 469	208 613 867	199 482 197

Rubriques		31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé :	279 344)	279 344	279 344
Primes d'émission, de fusion, d'apport		87	87
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :	)		
Réserve légale		30 451	30 451
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours	)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes	)	94 428	94 428
Report à nouveau		47 654 563	59 771 519
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		17 765 307	-12 116 957
Subventions d'investissement		606 886	596 437
Provisions réglementées			
CAPITAUX PROPRES		66 431 066	48 655 310
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques		1 976 397	649 471
Provisions pour charges			
PROVISIONS		1 976 397	649 471
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		39 531	14 317
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs	20 159 732)	20 159 732	35 000 000
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		490 125	397 463
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		75 079 970	62 056 525
Dettes fiscales et sociales		11 507 445	10 138 884
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		2 579 594	2 122 642
Autres dettes		21 618 439	36 802 531
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance		5 197 563	3 492 953
DETTES		136 672 399	150 025 315
Ecarts de conversion passif		3 534 004	152 100
TOTAL GENERAL		208 613 867	199 482 197

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises	113 236 036	104 639 485	217 875 522	179 326 100
Production vendue de biens	2 312 031	76 697 433	79 009 463	58 911 958
Production vendue de services	646 587	1 178 281	1 824 867	780 494
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	116 194 653	182 515 199	298 709 852	239 018 551
Production stockée			-4 798 389	-5 144 804
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			103 260	
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			8 460 235	7 355 641
Autres produits			1 428 209	1 412 947
PRODUITS D'EXPLOITATION			303 903 167	242 642 336
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			73 395 030	57 995 460
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			31 469 396	25 844 087
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			596 662	2 010 379
Autres achats et charges externes			123 545 382	116 961 727
Impôts, taxes et versements assimilés			3 376 641	3 291 221
Salaires et traitements			23 358 096	22 314 204
Charges sociales			10 125 606	7 862 002
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			4 160 598	4 493 370
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			7 683 265	8 196 465
Dotations aux provisions			1 819 973	130 394
Autres charges			560 984	530 524
CHARGES D'EXPLOITATION			280 091 634	249 629 833
RESULTAT D'EXPLOITATION			23 811 533	-6 987 497
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			228 828	81 184
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change			6 438 306	3 741 555
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			6 667 133	3 822 739
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			361 057	717 594
Différences négatives de change			5 382 821	5 411 876
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			5 743 878	6 129 470
RESULTAT FINANCIER			923 255	-2 306 731
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			24 734 788	-9 294 228

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	879 317	124 234
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	3 266 372	990 057
PRODUITS EXCEPTIONNELS	4 145 689	1 114 291
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	60 959	735 235
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 348 193	1 300 799
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	4 679 524	2 020 182
CHARGES EXCEPTIONNELLES	7 088 676	4 056 216
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-2 942 987	-2 941 925
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	1 324 832	-66 164
Impôts sur les bénéfices	2 701 662	-53 032
TOTAL DES PRODUITS	314 715 990	247 579 365
TOTAL DES CHARGES	296 950 683	259 696 322
BENEFICE OU PERTE	17 765 307	-12 116 957

Annexes

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2021 dont le total est d'une valeur brute de 259 247 336 €, d'une dépréciation de 50 633 469 € et d'une valeur nette de 208 613 867 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de 17 765 307 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021. Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels de la société sont établis en conformité avec les dispositions du Code de commerce (Articles L.123-12 à L.123-28), du règlement ANC n° 2018-07 du 10 décembre 2018, modifiant le règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (PCG), homologué par arrêté du 26 décembre 2018.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles

Les fonds de commerce, les droits au bail, les frais de recherche et les marques qui figurent à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition ne sont pas amortis. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur du marché est inférieure à leur coût d'acquisition. Cette valeur de marché est testée annuellement si la société a identifié un indicateur de dépréciation des actifs pris individuellement.

Au 31 décembre 2021, la dépréciation des droits au bail s'élève à 4 273 871 Euros et la dépréciation des fonds de commerce à 142 729 Euros.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Linéaire

- | | |
|--------------------------------------|-----------|
| - Logiciels | 1 à 5 ans |
| - Agencements, installations siège | 10 ans |
| - Agencements, installations magasin | 4 à 5 ans |
| - Matériel et outillage | 5 ans |
| - Matériel de transport | 5 ans |
| - Mobilier de bureau | 3 à 5 ans |

Dans le cadre des nouvelles règles sur les immobilisations (CRC 2002-10 et CRC 2004-06) la société n'a pas identifié de composants significatifs.

Immobilisations Financières

La valeur brute des titres immobilisés est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les dépôts et cautionnements se rapportent principalement aux dépôts effectués par la société aux différents bailleurs. Ces dépôts sont remboursés en fin de bail.

Participation, autres titres immobilisés

La valeur brute des titres de participation est constituée par le coût d'achat y compris frais d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. La valeur d'inventaire est déterminée en tenant compte des perspectives de rentabilité qui sont déterminées par l'approche des flux de trésorerie estimés. Elles sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Ces estimations sont fondées sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation.

Méthode de valorisation des stocks

Stock de tissus et de fournitures

La valeur retenue correspond à la valorisation au prix de revient incluant les frais d'approche convertis au taux de la devise d'achat.

Certains composants ou fournitures sont utilisés sur plusieurs collections et sont appelés « permanents ».

Les tissus sont dédiés à une collection. Les matières premières et composants font l'objet de provisions tenant compte de leurs perspectives d'écoulement.

Stock de produits finis

La valeur retenue est celle du prix de revient initial (PRI) qui correspond au prix d'achat facturé par le fournisseur, converti au taux de la devise achat. Le PRI (prix de revient initial) inclut également les frais d'approche, de logistique et frais de collection. Les produits défectueux ont été valorisés à la valeur brute et intégralement provisionnés.

Dépréciation des stocks de produits finis et de tissus

La provision est calculée en fonction de l'ancienneté des produits. Ainsi à chaque clôture (annuelle ou semestrielle), la société est amenée à constater une dépréciation de ses stocks sur l'ensemble de ses collections ayant déjà été présentées dans son réseau d'outlet et sur la base de leurs perspectives d'écoulement.

Produits constatés d'avance

Des produits constatés d'avance sont comptabilisés, qui correspondent en majorité :

- Aux retours de marchandises cédées aux filiales. Leur montant, qui correspond au retour de marge, est déterminé par la différence entre la valorisation des retours au prix de transfert pratiqué et la valorisation des retours au prix de revient.

Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 89 K€ de licences informatique, de 144 K€ d'impact du délai de livraison, de 195 K€ de provision de retours sur les grands magasins, de 150 K€ de droit d'entrée à étaler, de 516 K€ de loyers et charges et de 15 K€ d'autres frais généraux.

Ecarts de conversion actif / passif

Les écarts de conversion actif s'élèvent à 646 783 € et les écarts de conversion passif s'élèvent à 3 534 004 €. Ces écarts sont calculés sur la base des créances clients et des dettes fournisseurs en devises valorisés au taux de clôture ainsi que des dérivés internes sur la couverture de change (art 38-6-3 du CGI).

Charges à payer

Les charges à payer s'élèvent à 70 348 K€ et sont constituées de 25 861 K€ de dettes fournisseurs externes, de 25 865 K€ de dettes fournisseurs intragroupes, de 2 579 K€ d'immobilisations, de 9 373 K€ d'avoirs liés aux clients dont 7 148 K€ d'avoirs liés aux clients intragroupes, de 6500 K€ de charges liées au personnel et de 170 K€ de charges fiscales.

Produits à recevoir

Les produits à recevoir sont principalement constitués de 4 850 K€ de factures à établir clients dont 920 K€ d'ajustement de prix de transfert, de 1 427 K€ d'avoirs à recevoir sur les gratuités de loyers, de 1 204 K€ d'avoirs à recevoir des fournisseurs intragroupes et de 333 K€ d'autres créances

Produits et charges exceptionnels

Les charges exceptionnelles d'un montant de 7 089 K€ sont constituées de 65 K€ de valeur nette des titres de Sandro Suisse cédés le 15 octobre 2021, de 14 K€ de pénalités et amendes non déductibles, de 56 K€ d'indemnités, de 4 074 K€ de dépréciation des droits aux baux, de 2 833 K€ de sorties d'immobilisations et de 47 K€ d'autres charges exceptionnelles.

Les produits exceptionnels d'un montant de 4 145 K€ sont constitués de 2 879 K€ de reprise de provision sur les droits aux baux, de 167 K€ de quote-part de subvention aux travaux, de 712 K€ de produits de cession sur immobilisations financières et de 387 K€ de reprise de provision.

Rémunération des avances consenties entre filiales et sociétés liées

Les avances et prêts sont contractés vis-à-vis de la société mère SMCP HOLDING S.A.S..

Le taux moyen de rémunération servi au titre de l'exercice s'est élevé à 1,50 % taux emprunteur / 1,30% taux prêteur pour le compte courant et 1,060 % pour l'emprunt participatif intercos.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés au taux du jour.

Les dettes, créances et disponibilités qui s'y rattachent, figurent au bilan pour leur contrevaletur au taux de clôture de l'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises au cours de clôture est passée en écart de conversion, les pertes de change latentes non compensées font l'objet d'une provision pour risque.

SMCP HOLDING S.A.S. centralise la couverture du risque de change pour le compte de ses filiales. L'exposition nette entre les ventes en devises (principalement USD, CNH, GBP, CHF...) et les achats en devises (USD et CNH) est couverte par saison à l'aide d'instruments financiers dérivés sur devises (contrats d'achat / vente à terme de devises et contrats d'options sur devises).

Les gains et pertes de change réalisés dans le cadre de ces opérations de couverture sont rétrocédés aux filiales par le biais d'opérations de change internes.

Les engagements en devises au 31 décembre 2021 entre SMCP HOLDING S.A.S. et SANDRO ANDY S.A.S. sont présentés ci-dessous :

SANDRO vs SMCP HOLDING	Montant (mDEV)	Taux clôture	CTV mEUR	MtM kEUR
EURCAD - Imp	8,333	1,4393	5,790	-216,92
EURDKK - Imp	4,964	7,4364	0,668	-0,45
EURCHF - Imp	5,880	1,0331	5,692	-269,38
EURCNH - Imp	269,994	7,2041	37,478	-3 427,85
EURGBP - Imp	10,483	0,8403	12,476	-440,10
EURHKD - Imp	60,714	8,8333	6,873	-242,21
EURNOK - Imp	2,289	9,9888	0,229	-4,17
EURSEK - Imp	4,006	10,2503	0,391	5,34
EURUSD - Imp	15,142	1,1326	13,369	-548,23
			82,965	-5 143,98

Interprétation:

EURCHF - Imp signifie une vente du CHF contre EUR par Sandro auprès de SMCP Holding

Provisions pour risques et charges

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC 2000-06, sont destinées à couvrir les risques et charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains. Elles comprennent notamment les indemnités estimées par le groupe et ses conseils au titre de litiges, contentieux et actions de réclamation de la part des tiers.

Comptes	Solde 31/12/2020	MOUVEMENTS 31/12/2021		Solde 31/12/2021
		Dotation	Reprise	
151100 - Provisions pour litiges	198 066,07	1 190 709,75	97 642,10	1 291 133,72
151500 - Provisions pour perte de change	63 931,23	685 263,64	63 931,23	685 263,64
151800 - Autres provisions pour risques non courant	387 474,00		387 474,00	-
Total	649 471,30	1 875 973,39	549 047,33	1 976 397,36

Intégration fiscale

La société a opté à compter du 01/01/2011 pour le régime d'intégration fiscale avec la société Groupe SMCP jusqu'au 31/12/2013, avec SMCP HOLDING S.A.S. jusqu'au 31/12/2016 puis avec SMCP S.A. à compter du 01/01/2017.

Selon la convention d'intégration fiscale en vigueur au sein du groupe, chaque société filiale supporte une charge d'impôt société équivalente à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.

Aucun changement n'est intervenu par rapport au précédent exercice.

Evènements significatifs postérieurs à la clôture

Situation en Ukraine

Le 24 février 2022, l'armée russe est intervenue militairement en Ukraine. Les ventes du Groupe en Ukraine et en Russie sont opérées via des distributeurs et représentent une part marginale des revenus du groupe (moins de 1% du chiffre d'affaires). La décision d'y fermer les boutiques, même de manière temporaire, n'appartient pas au Groupe. SMCP a informé le marché lors de la publication de ses résultats annuels le 9 mars 2022 qu'elle suit de près la situation en Ukraine, qu'elle demeure très préoccupé par la sécurité des salariés de son distributeur Hamilton qui travaillent avec le Groupe, et que les livraisons vers la Russie étaient suspendues.

Evolution de l'activité

Le chiffre d'affaires de l'année 2021 a progressé de 25 % par rapport au chiffre d'affaires de l'année 2020.

Le chiffre d'affaires est présenté hors taxe, net des commissions des grands magasins et des rabais, remises, ristournes accordés.

Evolution de la structure

Néant.

Evolution du marché des changes pour l'entreprise

La société mère se couvre à terme sur les achats et les ventes en devises par saison et en fait bénéficier ses filiales.

Engagement retraite hors bilan

Les engagements en matière de départ à la retraite ont été estimés au 31 décembre 2021 après prise en compte d'un coefficient d'actualisation suivant la courbe « Eur Ind AA+/AA » éditée par Bloomberg au 31 décembre 2021.

Ce montant est déterminé en fonction des conditions conventionnelles de départ, l'ancienneté des salariés étant calculée à la date de leur départ éventuel à la retraite à l'âge de 65 ans. Il tient compte de la probabilité que le salarié quitte la société avant d'atteindre l'âge du départ en retraite.

Les hypothèses de base retenues pour le calcul sont :

- Taux d'actualisation : 1.02 % à 15 ans
- Taux d'inflation de 1.6 %
- Taux d'augmentation des salaires : 3,5% pour les cadres et agents de maitrises ; 2,5% pour les ouvriers et personnel administratif

L'estimation de l'engagement pour indemnités de fin de carrière comprend les indemnités conventionnelles de fin de carrière spécifiques au régime français par application d'une méthode actuarielle rétrospective prenant en compte le risque de mortalité, l'évolution prévisionnelle des salaires, la rotation des effectifs et un taux d'actualisation.

L'engagement pour indemnités de fin de carrière s'élève à 1 596 136 € non comptabilisé dans les comptes sociaux. Il s'élevait à 1 287 897 € en 2020.

Etablissement des comptes consolidés

La société holding SMCP S.A. RCS Paris 819 816 943, 49 rue Etienne Marcel 75001 Paris, établit les comptes consolidés du groupe.

Autres informations

Honoraires

La décomposition des honoraires des Commissaires aux comptes est fournie dans l'annexe des comptes consolidés.

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Eu égard au caractère confidentiel de cette information, les rémunérations ne sont pas divulguées.

Evénements significatifs

Impacts de la Covid-19

SMCP a supporté les effets du re-confinement d'un certain nombre de ses points de ventes en Europe et en Amérique du Nord sur le premier semestre 2021, et en Asie sur le dernier trimestre 2021.

Les hypothèses et estimations sur la base desquelles certains postes de bilan ou de compte de résultat sont évalués ont été revues afin de tenir compte du contexte lié à la crise. Les sujets concernés sont les suivants :

- la valorisation des actifs incorporels : des tests de perte de valeur ont été effectués pour tous les regroupements d'UGT du Groupe et aboutissent à la constatation d'une charge de dépréciation de 5 millions d'euros sur la marque Claudie Pierlot .
- le Groupe a poursuivi son processus de renégociation de ses contrats de location, dans l'objectif d'optimiser le montant des loyers. Les remises de loyers ainsi obtenues au cours de 2021, à hauteur de 10,9 millions d'euros, ont été comptabilisées en résultat comme des loyers variables négatifs et non comme une modification du contrat de location, puisqu'ils ne faisaient pas l'objet de changement substantiel aux autres termes et conditions du contrat.
- le Groupe a bénéficié de mesures d'activité partielle dans les différents pays où il est présent, ces mesures ont été appliquées principalement pendant les périodes de fermeture des boutiques et concernent tant les salariés des boutiques que ceux des sièges. Ces mesures ont été comptabilisées en déduction des charges de personnel.
- les indemnités reçues de la part d'Etats ou d'organismes publics liées aux mesures de protection de l'économie ont été comptabilisées en déduction des charges au titre desquelles les indemnités ont été obtenues.

Le Groupe est confiant dans la capacité de ses marques et de ses équipes à retrouver son niveau de rentabilité et à mettre en œuvre le plan stratégique One Journey annoncé fin 2020 et de faire de SMCP un leader mondial du luxe accessible.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	432 817		178 895
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	27 123 021		523 845
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	453 354		
Installations générales, agenc., aménag.	33 663 744		3 485 872
Matériel de transport	6 019		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	11 113 417		1 268 384
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	1 763 945		1 064 960
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	47 000 478		5 819 215
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	3 834 495		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	1 812 298		97 541
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	5 646 794		97 541
TOTAL GENERAL	80 203 110		6 619 497

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT		292 423	319 290	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES	156 714	2 283 000	25 207 152	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn.,matériel et outillages ind.		75 218	378 136	
Installations générales, agencements divers		3 124 862	34 024 754	
Matériel de transport			6 019	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		885 734	11 496 067	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	430 763		2 398 142	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	430 763	4 085 814	48 303 117	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		65 193	3 769 302	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		247 610	1 662 230	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		312 803	5 431 532	
TOTAL GENERAL	587 477	6 974 040	79 261 090	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement	430 914	4 644	292 423	143 135
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	1 230 834	343 556		1 574 389
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 661 748	348 199	292 423	1 717 524
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales,agenc.,aménagement.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	452 338	642	75 218	377 763
Installations générales, agenc. et aménag. divers	28 237 608	2 246 923	2 840 000	27 644 531
Matériel de transport	6 019			6 019
Matériel de bureau et informatique, mobilier	7 854 094	1 564 834	620 722	8 798 206
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	36 550 059	3 812 399	3 535 939	36 826 519
TOTAL GENERAL	38 211 807	4 160 598	3 828 362	38 544 043

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler	140 000	9 714		149 714
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour gros entretiens, grandes révis. Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	198 066 63 931 387 474	1 190 710 685 264 43 462	97 642 63 931 387 474	1 291 134 685 264 33 023
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	649 471	1 875 973	549 047	1 976 397
Dépréciations immobilisations incorporelles Dépréciations immobilisations corporelles Dépréciations titres mis en équivalence Dépréciations titres de participation Dépréciations autres immobilis. financières Dépréciations stocks et en cours Dépréciations comptes clients Autres dépréciations	3 221 849 8 196 465	4 073 649 7 639 803	2 878 898 8 196 465 10 439	4 416 600 7 639 803
DEPRECIATIONS	11 418 314	11 756 914	11 085 802	12 089 426
TOTAL GENERAL	12 067 785	13 632 888	11 634 849	14 065 824
Dotations et reprises d'exploitation Dotations et reprises financières Dotations et reprises exceptionnelles Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice		9 503 239 4 129 649	8 368 477 3 266 372	

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	1 662 230		1 662 230
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	87 756 296	87 756 296	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	70 625	70 625	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	22 588	22 588	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	6 724 357	6 724 357	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	8 850 312	8 850 312	
Débiteurs divers	6 890 226	6 890 226	
Charges constatées d'avance	1 109 639	1 109 639	
TOTAL GENERAL	113 086 272	111 424 042	1 662 230

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	39 531	39 531		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	20 159 732	20 159 732		
Fournisseurs et comptes rattachés	75 079 970	75 079 970		
Personnel et comptes rattachés	4 580 848	4 580 848		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 435 664	3 435 664		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	2 431 606	2 431 606		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	1 059 327	1 059 327		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 579 594	2 579 594		
Groupe et associés	3 680 770	3 680 770		
Autres dettes	17 937 669	17 937 669		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	5 197 563	5 197 563		
TOTAL GENERAL	136 182 274	136 182 274		
Emprunts souscrits en cours d'exercice	269 141			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	15 109 410			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH				
408000	Fournisseurs FNP - Frais Généraux	43 855 093,15	34 981 683,51	8 873 409,64
408100	Fournisseurs FNP - Produits Finis	4 436 920,99	1 832 691,38	2 604 229,61
408110	Fournisseurs FNP- Matières Premièr	3 433 692,75	2 115 322,83	1 318 369,92
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		51 725 706,89	38 929 697,72	12 796 009,17
DETTES SUR IMMOBILISATIONS				
408400	Fournisseurs FNP - Immobilisations	2 579 026,07	1 435 009,14	1 144 016,93
TOTAL DETTES SUR IMMOBILISATIONS		2 579 026,07	1 435 009,14	1 144 016,93
AUTRES DETTES				
419800	Clients - Rabais à accorder	2 019 767,78	3 715 172,26	-1 695 404,48
419900	Clients - Avoir à établir	7 353 476,56	20 994 805,03	-13 641 328,47
TOTAL AUTRES DETTES		9 373 244,34	24 709 977,29	-15 336 732,95
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200	Dettes provisionnées pour congés à	1 922 226,22	2 030 379,68	-108 153,46
428220	Dettes provisionnées pour Repos Com	-47 323,10	-16 040,89	-31 282,21
428240	Autres charges à payer	227 719,00	141 915,00	85 804,00
428400	Dettes provisionnées pour participa	1 324 832,00		1 324 832,00
428610	Autres charges à payer NDF	-2 095,36	-2 000,00	-95,36
428640	Provisions Primes	1 091 167,97	724 800,40	366 367,57
428660	Provisions Primes de précarité CDD	14 902,75	11 752,98	3 149,77
438200	Charges sociales provisionnées sur	865 963,28	914 412,60	-48 449,32
438220	Charges sociales provisionnées sur	-21 124,27	-7 047,25	-14 077,02
438240	Charges sociales provisionnées sur	432 476,06	305 319,23	127 156,83
438600	Charges à payer sur Forfait social	264 966,00		264 966,00
438610	Charges sociales provisionnées sur	6 751,09	5 333,65	1 417,44
438620	Agefiph à payer	197 496,00	276 828,00	-79 332,00
438630	Provision Formation Professionnelle	111 478,83	-12 364,57	123 843,40
438640	Provision Effort Construction	102 721,45	95 809,98	6 911,47
438650	Provision taxe Apprentissage	7 342,15	69 282,80	-61 940,65
448200	Provision - Tascom	166 032,00	166 032,00	
448600	Provision - Tvts	4 392,00	4 632,00	-240,00
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		6 669 924,07	4 709 045,61	1 960 878,46
TOTAL CHARGES A PAYER		70 347 901,37	69 783 729,76	564 171,61

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486000	Charges constatées d'avance divers	442 719,79	93 015,66	349 704,13
486100	Charges constatées d'avance loyers	666 919,19	434 858,60	232 060,59
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		1 109 638,98	527 874,26	581 764,72
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
487000	Produits constatés d'avance	-5 197 563,14	-3 492 952,65	-1 704 610,49
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-5 197 563,14	-3 492 952,65	-1 704 610,49

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418000	Clients - Factures à établir	4 850 132,44	7 170 524,79	-2 320 392,35
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		4 850 132,44	7 170 524,79	-2 320 392,35
AUTRES CREANCES				
409800	Rabais, remises, ristournes à obten	796 067,43	1 525 750,91	-729 683,48
409900	Avoir à recevoir	2 172 551,60	35 758,93	2 136 792,67
438710	IJSS Nettes	-5 112,39	-5 537,89	425,50
TOTAL AUTRES CREANCES		2 963 506,64	1 555 971,95	1 407 534,69
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		7 813 639,08	8 726 496,74	-912 857,66

Variation des capitaux propres

	Ouverture au 31/12/2020	Augmentation capital	Autres augmentations / diminutions	Distribution de dividendes	Affectation de résultat	Résultat de l'exercice	Clôture au 31/12/2021
Capital social	279 344						279 344
Prime d'émission	87						87
Réserve légale	30 451						30 451
Autres réserves	94 428						94 428
Report à nouveau	59 771 520				-12 116 957		47 654 564
Résultat de l'exercice	-12 116 957				12 116 957	17 765 307	17 765 307
Subventions réglementées	596 437		10 449				606 886
Total	48 655 311	0	10 449	0	0	17 765 307	66 431 067

Décomposition du capital social

	Ouverture au 31/12/2020	Créées pendant l'exercice	Remboursées pendant l'exercice	Clôture au 31/12/2021
Parts sociales	10 744			10 744
Valeur nominale	26			26
Montant du capital social	279 344			279 344

Engagements reçus					
Catégories d'engagements	Total	Accordés par			
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées Autres
GARANTIES AFFILIES	498 000				498 000
TOTAL	498 000				498 000

Effectifs	Personnel Salarié CDI et CDD
Effectif CADRES 2021	128
Effectif CADRES 2020	124
VARIATION EFFECTIFS N &N-1	4
Effectif NON CADRES 2021	711
Effectif NON CADRES 2020	698
VARIATION EFFECTIFS N &N-1	13

Dénomination	Capital	QP détenue	Valeur brute des titres	Chiffre d'affaires
Siège social	Capitaux propres			Résultat
SMCP Deutschland	175 000 928 988	100	175 000	13 913 896 74 821
SMCP UK (en GBP)	10 000 2 739 941	100	11 202	19 916 881 881 560
SMCP Italia	3 010 000 4 214 138	100	3 010 000	18 579 923 104 376
SANDRO Espagne	303 100 3 615 650	100	303 100	18 484 671 388 206
SMCP Netherlands	10 000 1 411 223	100	10 000	13 183 544 182 107
SMCP Belgique	268 550 186 032	100	250 000	5 847 519 22 059
SMCP Ireland	10 000 1 158 941	100	10 000	5 009 531 198 466

TABLEAU DES ENTREPRISES LIEES POUR LES ELEMENTS DE BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

POSTE BILAN	Clôture au 31/12/2021 en K€
<i>Emprunts participatifs</i>	- 20 160
<i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	- 26 895
<i>Créances clients</i>	69 304
<i>Autres dettes</i>	- 7 167
<i>Autres créances</i>	987
<i>Comptes courants</i>	8 850
<i>Intégration fiscale</i>	- 979

POSTE COMPTE DE RESULTAT	Clôture au 31/12/2021 en K€
<i>Ventes de marchandises et produits finis</i>	129 178
<i>Produits des activités annexes</i>	966
<i>Produits des prêts, CC interco</i>	229
<i>Achats non stockés de marchandises</i>	- 48 240
<i>Sous traitance</i>	- 7 894
<i>Autres charges courantes</i>	- 582
<i>Charges d'intérêts</i>	- 302

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	24 734 788	2 701 662	22 033 126
Résultat exceptionnel à court terme	-2 942 987		-2 942 987
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés	-1 324 832		-1 324 832
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	20 466 969	2 701 662	17 765 307

« SANDRO ANDY »
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 279.344 euros
Siège social : 150 bld Haussmann – 75008 PARIS
319 427 316 RCS PARIS

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 11 MAI 2022

Le 11 mai 2022, à 14 heures, 49 rue Etienne Marcel – 75001 Paris,

La société SMCP Holding, société par actions simplifiée unipersonnelle, au capital de 93 617 711,70 euros, dont le siège social est situé 49 rue Etienne Marcel, 75001 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 792 113 193 RCS Paris, associé unique de la Société Sandro Andy, représentée par son Président Madame Isabelle Guichot,

En présence de la Société EVELYNE CHETRITE SAS, Président non associé, représentée par Madame Evelyne Chétrite,

Le Commissaire aux comptes, la société KPMG, et le CSE SMCP, régulièrement convoqués, n'ont pas adressé de commentaires ou questions avant la date de ces décisions.

I - A PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et le rapport de gestion sur les opérations de l'exercice écoulé ont été arrêtés et établis par la Société EVELYNE CHETRITE SAS, Président non associé, représentée par Madame Evelyne Chétrite.

Ces documents ont été tenus, au siège social, à la disposition du Commissaire aux comptes dans les délais légaux.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2021, le rapport de gestion du Président et le rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels ont été adressés à l'associé unique.

L'associé unique a également pris connaissances des documents suivants :

- Un exemplaire des statuts de la société, et
- Le texte de projet des décisions.

II - A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES RELATIVES A :

- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et quitus au Président,
- Approbation des charges non déductibles,
- Affectation du résultat de l'exercice,
- Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes titulaire,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

« SANDRO ANDY »
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 279.344 euros
Siège social : 150 bld Haussmann – 75008 PARIS
319 427 316 RCS PARIS

PREMIERE DECISION
APPROBATION DES COMPTES

L'associé unique, connaissance prise du rapport de gestion du Président et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 tels qu'ils lui ont été présentés, lesdits comptes se soldant par un résultat bénéficiaire de 17 765 307,24 euros.

Il approuve également les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

L'associé unique approuve également le montant global des dépenses et charges non déductibles des bénéfices soumis à l'impôt sur les sociétés s'élevant à 22 109 euros ainsi que l'impôt sur les sociétés supporté en raison desdites dépenses et charges s'élevant à 6 080 euros.

En conséquence, l'associé unique donne au Président quitus entier et sans réserve de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

DEUXIEME DECISION
AFFECTATION DU RESULTAT

L'associé unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de 17 765 307,24 euros de la manière suivante :

- En totalité au poste « report à nouveau » qui passe ainsi de 47 654 562,86 euros à 65 419 870,10 euros.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Année	Dividende Global	Revenu imposable
2020	0	0
2019	0	0
2018	0	0

« SANDRO ANDY »
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 279.344 euros
Siège social : 150 bld Haussmann – 75008 PARIS
319 427 316 RCS PARIS

TROISIEME DECISION
NOMINATION D'UN NOUVEAU COMMISSAIRE AUX COMPTES TITULAIRE

L'associé unique, constatant que le mandat de la société KPMG SA, Commissaire aux comptes titulaire de la société, arrive à échéance à l'issue de la présente décision de l'associé unique, décide de ne pas renouveler son mandat et de nommer, sous condition suspensive de la nomination de la société Grant Thornton en qualité de Commissaire aux comptes titulaire de la société SMCP SA par l'assemblée générale de cette société qui se prononcera en juin 2022 sur l'approbation des comptes 2021 de SMCP SA, Grant Thornton en qualité de Commissaire aux comptes titulaire de la société pour une durée de six exercices, soit jusqu'à la décision de l'associé unique qui statuera en 2028 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

QUATRIEME DECISION
POUVOIRS POUR L'ACCOMPLISSEMENT DES FORMALITES

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit

De tout ce que dessus, il a été dressé et signé le présent procès-verbal.

L'associé unique
La société SMCP Holding
Représentée par Isabelle Guichot

